

Appel commun des syndicats cheminots pour la manifestation du 3 Octobre pour GDF

Les services publics sont l'objet d'incessantes remise en cause et nombres d'entreprises publiques sont soumises à la privatisation.

C'est aujourd'hui le cas de Gaz de France.

Le débat actuel à l'Assemblée Nationale sur le projet de privatisation de Gaz de France est porteur de risques inacceptables.

Le contenu du Service Public, la maîtrise des prix du gaz et de l'électricité, le droit à l'énergie seront livrés à une domination de la logique financière dans ce secteur stratégique contre le développement économique et de la réponse aux besoins sociaux. Les salariés d'EDF et GDF poursuivent leur lutte pour empêcher ce mauvais coup.

Toute la population, tous les salariés sont concernés.

Les cheminots le sont à double titre. En tant que citoyen et usager parce que GDF, tout comme la SNCF, appartient à la Nation et qu'ils subiront les conséquences de cette privatisation. En tant que salariés d'entreprise publique, parce que le Service Public SNCF et l'entreprise intégrée ne sont pas épargnés par cette politique décidée par Bruxelles et le gouvernement français.

A partir de leurs revendications et des convergences d'intérêts pour la défense et le développement des services publics, les fédérations de cheminots CGT-FO-CFTC-SUD Rail-UNSA-CFE/CGC, décident de s'associer à la journée revendicative du 03 octobre 2006 organisée par plusieurs fédérations syndicales des électriciens et gaziers.

En participant aux manifestations départementales, organisées par les agents EDF/GDF les cheminots marqueront leur opposition à la privatisation et exprimeront leur mécontentement et leurs revendications au moment où leurs fédérations seront reçues par la direction SNCF et au ministère des transports.

Elles appellent leurs militants et les cheminots à se saisir de cette journée comme une étape dans le processus de revendications engagé à la SNCF.